TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 248 40 PAGES DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 11 JANVIER 1978

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 $ CA; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 50 rls; Italie, 250 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 19
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS — CEDEX 09
C.C.P. 4707-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Le nouveau cabinet turc cherche à sortir de l'impasse de Chypre

LIRE PAGE 6

BULLETIN DU JOUR

L'entente franco-ivoirienne

La visite de M. Valéry Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire, du 11 au 15 janvier, est le plus long déplacement officiel qu'il ait effectué en Afrique.

Comme lors du séjour qu'il fit en France en mai 1976, M. Félix Houphouët-Boigny se trouvera en accord total avec son hôte français. Les contacts entre les deux chefs d'Etat sont d'ailleurs nombreux, et, au cours de la seule année 1977, le président de la République ivoirienne a rencontré M. Valéry Giscard d'Estaing à quatre reprises à Paris et une fois, en avril, à Dakar, à l'occasion de la conférence franco-africaine.

Les dirigeants français ont aujourd'hui oublié l'éclat de juin 1960. M. Houphouët-Boigny, qui ne partageait pas les vues du général de Gaulle sur l'évolution des rapports avec le Mali, avait alors exigé l'indépendance immédiate et inconditionnelle de son pays. Il attendit presque un an avant de conclure des accords de coopération avec l'ancienne métropole. Mais le chef de l'Etat ivoirien a lui aussi, depuis fort longtemps, su taire son amertume devant l'effritement d'une Communauté franco-africaine qui, contrairement à ses vœux les plus profonds, évoluait, sous la pression des événements, vers un groupement d'Etats indépendants.

La France et la Côte-d'Ivoire coopèrent étroitement, et la prospérité ivoirienne est considérée comme directement liée à cette coopération souvent qualifiée d'exemplaire. Quelles que puissent être les critiques suscitées par l'expérience ivoirienne, caractérisée par une option capitaliste sans équivoque, chacun admet que l'expansion économique de l'ancienne colonie française est sans égale en Afrique noire. Sur un continent en proie à de nombreux conflits, et dont les dirigeants doivent faire face à de sérieuses tensions internes, le pays aux destinées duquel préside depuis vingt ans M. Houphouët-Boigny représente un élément de stabilité exceptionnelle.

Près des deux tiers des Ivoiriens parlent français. Les ressortissants français installés en Côte-d'Ivoire sont plus de 45 000, dont 3 500 coopérants, chiffre qui représente la moitié du nombre total des coopérants français en service en Afrique au sud du Sahara. La France reste le premier fournisseur et le premier client de la Côte-d'Ivoire. Ce sont des groupes financiers français qui détiennent 40 % des investissements dans l'industrie ivoirienne et 50 % des investissements dans le commerce.

Même si quelques questions d'ordre culturel, concernant notamment la francophonie, doivent faire l'objet d'un examen approfondi entre MM. Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny, la coopération bilatérale ne constituera pas l'essentiel des conversations entre les deux chefs d'Etat. Les questions de politique internationale, notamment celles du Sahara occidental, de la corne orientale de l'Afrique et de la partie méridionale du continent noir, préoccupent très sérieusement dirigeants français et ivoiriens, qui partagent les mêmes vues sur le dogme de l'intangibilité des frontières africaines et sur le droit à la sécurité. Les multiples déclarations de M. Giscard d'Estaing sur « l'Afrique aux Africains » ont toujours rencontré le plus large écho à Abidjan. Le président de la République, qui mettra son interlocuteur au courant de ses dernières conversations parisiennes avec le président Carter, devrait sans difficulté affirmer une attitude commune face aux grands problèmes qui agitent le continent africain. Si trois entretiens en tête à tête sont prévus entre MM. Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny, ceux-ci seront moins l'occasion de discussions serrées que celle d'affirmer avec un éclat particulièrement solennel l'entente franco-ivoirienne.

(Lire non informations page 4.)

Difficultés en Pologne

M. Édouard Gierek annonce des hausses de prix « graduelles »

M. Gierek a ouvert, lundi 9 janvier, au Palais de la culture à Varsovie, la conférence nationale du parti ouvrier unifié polonais, dont les travaux dureront deux jours. Le premier secrétaire a dit qu'il faudrait augmenter les prix des produits alimentaires de base lorsque la situation économique le permettrait.

Soucieux de prévenir des explosions, comme ce fut le cas en 1970 et 1976, il a précisé que ces hausses seraient « graduelles » afin que le niveau de vie ne soit pas affecté. M. Gierek a annoncé également la mise en place de comités chargés de recueillir les doléances de la population contre la bureaucratie.

Le gouvernement hongrois a, de son côté, décidé une augmentation de certains prix à la consommation.

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Ce n'est pas un bilan de victoire que M. Edouard Gierek a dressé, le lundi 9 janvier, devant la deuxième conférence nationale du parti ouvrier unifié (POUP) réunie à Varsovie pour faire le point de la politique suivie par la direction du pays depuis le septième congrès, en 1975. Ce ne pouvait être non plus, en dépit des « sérieuses difficultés » signalées dans le domaine socio-économique, un constat d'échec.

Le premier secrétaire a donc confirmé la « justesse » de la stratégie définie par le sixième congrès en 1971 et le septième congrès du parti pour améliorer le niveau de vie. En même temps, il n'a pas caché que les conditions intérieures et extérieures s'étaient détériorées ces deux dernières années, qui, selon lui, « n'ont pas été faciles ».

Les causes de cette dégradation, selon M. Gierek, sont les suivantes : déficiences de la production agricole, qui subit baisse de 3,5 % depuis 1975 ; effet néfaste de la récession dans les pays capitalistes ; insuffisance, enfin, des progrès de la gestion économique. En conséquence, « il n'a pas été possible, malgré une croissance de la production industrielle de quelque 20 %, d'atteindre l'objectif prévu : l'augmentation du produit national pour la période 1976-1977. M. Gierek, qui, en général, est peu prodigue de chiffres, n'en avancera de fournis d'autres précisions.

Quelle influence a eue cette situation sur les priorités socio-économiques fixées par le parti ? L'offre sur le marché s'est améliorée, affirme M. Gierek, grâce à une affectation de moyens largement supérieurs (plus 23 milliards de zlotys pour la seule année 1977) à ceux envisagés par le plan pour la production de biens de consommation industriels et d'articles alimentaires. Mais, a-t-il ajouté, « nous sommes encore *incapables* d'éliminer complètement les tensions, en particulier lorsque, *à cause des causes objectives*, se manifestent sous la forme de pénurie de certains biens ; ces tensions sont aggravées par des facteurs de nature psychologique, tels que la sensibilité aux rumeurs et à la course aux marchandises ».

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

La campagne électorale de la majorité

Le R.P.R. s'inquiète du comportement de ses partenaires

Pour le R.P.R., le programme de Blois présenté par M. Raymond Barre contient des « éléments intéressants », mais sans plus ; il reste à certains égards insuffisant et ne saurait en aucune façon s'imposer aux formations de la majorité. Le R.P.R. — dont les dirigeants se sont réunis lundi soir 9 janvier, après que M. Barre eut évoqué à Europe 1 le coût de ses objectifs d'action — est surtout mécontent du comportement électoral de ses partenaires et réclame la réunion urgente du comité de liaison de la majorité pour clarifier la situation. Ce dernier devait se réunir des mercredi après-midi au siège du R.P.R.

Le premier ministre est, mercredi 11 janvier, l'invité de l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2. C'est le lundi 16 janvier que M. Giscard d'Estaing réunit à déjeuner les personnalités et responsables des mouvements qui ont soutenu son action depuis son élection à la présidence de la République.

La conjoncture politique, marquée par la division des partis de gauche, incline les formations de la majorité à ne pas baisser, après les mêmes travers. Aussi, tout en cherchant à se distinguer de ses partenaires, le R.P.R. se garde-t-il de se présenter comme leur adversaire. Cela est apparu dans les interventions qui ont suivi, lundi dans la soirée, la réunion du conseil politique du mouvement et du bureau politique du groupe parlementaire.

M. Chirac avait laissé à M. Cherpin, directeur général, le soin de commenter publiquement le programme dit de Blois qu'a présenté M. Barre au nom du gouvernement et sous l'autorité du président de la République.

Le R.P.R. continue donc de se distinguer, sur deux plans, de la politique menée actuellement par le pouvoir. D'une part, il préconise une relance plus ambitieuse de l'économie pour résoudre le problème du chômage. D'autre part, il met en cause, par la voix de M. Cousin de Marcille, « le *sentiment général d'incertitude sur le rôle réservé de la France dans le domaine international* ». (« Rien sans eu président Carter — qu'il n'a pas rencontré M. Chirac lors de son passage à Paris — n'a été immiscé dans les affaires intérieures françaises.

ANDRE LAURENS.

(Lire la suite page 6.)

L'AFFAIRE DU VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Aux citoyens d'agir...

par DENIS PERIER-DAVILLE

Le plus regrettable dans cette affaire du vote des Français établis à l'étranger, c'est le comportement du pouvoir : avec la loi du 19 juillet 1977, il a mis en place un système allant directement à l'encontre des principes fondamentaux du suffrage universel et qui, de ce fait, constitue une mutation quasi irréversible à une manipulation des votes.

Ces principes traditionnels sont simples :

— L'électeur ne peut pas choisir son lieu de vote (1) ;

(1) Il est obligatoirement inscrit dans le département où il a son domicile réel, ou sur la demande desquelle on le figure pour la troisième année consécutive ; au rôle des contributions directes communales (sauf-à-dire où il a des résidences secondaires).

— Le vote est personnel. L'électeur doit pouvoir exercer son droit électoral, se rendre dans le bureau de vote où il est inscrit.

Or la loi du 19 juillet 1977 contient deux dispositions qui constituent des hérésies :

— Les Français établis à l'étranger peut choisir de s'inscrire dans une ville de son choix (ayant plus de mille inscrits) ;

— Une même personne, mandataire, peut disposer de cinq procurations données par des électeurs établis à l'étranger. Un ménage peut ainsi avoir six procurations. Pour peu qu'habitent au pays des enfants majeurs, des ascendants, des beaux-parents, ce vote par procuration peut devenir une industrie à la chaîne...

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Le prix et la qualité

Il est parfaitement logique que M. Raymond Barre, qui est ferme sur les prix, fasse jouer la loi de la concurrence en affichant le tarif auquel il vendra le bonheur qu'il offre aux Français.

Certes, il est largement conventionnel si l'on s'en tient aux coûts du marché, mais la différence du consommateur à d'autres espaces. Ce n'est jamais une bonne affaire que d'acheter une complète broderie très au-dessous des prix généralement pratiqués. Rien ne coûte aussi cher que le bon marché.

Il reporte donc, avant de faire le bon choix, de tester la solidité de l'article. Il faut aussi se montrer ferme sur la qualité.

ROBERT ESCARPIT.

Une série hebdomadaire du Monde

CITÉS GÉANTES

Les envoyés spéciaux et les correspondants du « Monde » brossent chaque semaine le portrait d'une mégapole d'aujourd'hui et des difficultés insurmontables ou tout au moins rarement surmontées que soulèvent ces immenses concentrations humaines.

Aujourd'hui :

Chicago ou l'urbanisme vertical

(Voir page 14 l'article d'ALAIN-MARIE CABRON.)

Le Brésil en démocratie relative

Le général Geisel, chef de l'Etat brésilien, vient de désigner le général Figueiredo « patron » du Service national de renseignements, comme son dauphin. Ce mode de succession autoritaire fournit une indication sur les limites de la « redémocratisation » promise, le 1er décembre dernier, par le président de la République. Notre envoyé spécial fait le point, dans une série d'articles dont nous commençons aujourd'hui la publication, sur la situation politique, économique et sociale dans ce grand pays latino-américain.

I. — Une question d'étoiles

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE CLERC

Au sud-est, le secteur des quatre-vingts-club automobile-club, club nautique, à l'ouest, cette dernière industrielle, sont pollutions, une activité soutenue, mais bien réglée par de feux et le rallux, [illegible] et par-dessus, cohortes de fonctionnaires ; trois pommes, bien repartis, sur la place du même nom : la justice en haut, la loi sous ses colonnes, l'exécutif derrière ses façades de verre ; et, par-dessus tout cela, Dieu, bien entendu, vers qui convergent les dalles de béton grattés de l'épouvante cathédrale de Niemeyer. Brasília : rêve pharaonien.

Cent nouveaux gratte-ciel poussent chaque jour : aux quatre coins du pays ; au nord, l'Amazonie pénétrée, défrichée, mise en [illegible] ; après le bourg du sojo, de nouveau le boom du café ; des propriétaires découvrent de la bauxite, de l'uranium — mais moins de pétrole ; le plus grand barrage du monde est construit à Itaipu, sur le rio Parana ; plus de 3 millions de Brésiliens naissent chaque année. Ils seront près de 200 millions en 2000 ; des usines poussent comme des champignons ; les bidonvilles plus vite encore ; qui est riche s'enrichit, qui est pauvre le demeurera certainement ; dix heures de travail par jour, et réunion vite ! au cours du soir : « automatisation pour le balayeur, informatique pour l'employé de banque ; on allait oublier : cent mille personnes au stade Maracana, à Rio, pour chaque match de football, et, dans quelques jours, plusieurs millions dans la rue, pour le Carnaval... Le Brésil se rue à 200 à l'heure vers son impérieuse destin.

(Lire la suite page 7.)

D'une région à l'autre

LE TABLEAU ÉLECTORAL DE LA CORSE

(Lire page 19.)

« DEUX SIÈCLES CHEZ LUCIFER »

Clavel et l'ineffable

Maurice Clavel est passionné de Dieu, d'un Dieu que ne serait enfermé dans aucun système. Il n'a théologie. Aussi dit-il ne savoir en parler « qu'à tort et à travers », c'est-à-dire du fond de lui-même, à partir de l'expérience vécue. Récemment, il a calme son impatience avec un détour par Socrate. Cette fois, dans « Deux Siècles chez Lucifer » son détour est le diable, c'est-à-dire l'histoire métaphysique des deux derniers siècles, l'histoire plutôt de ces métaphysiciens qui les ont faits : Fichte, Hegel, Marx et nietzsche. Glucksmann leur a consacré « les Maîtres penseurs ». C'est à lui que Clavel adresse cette longue lettre philosophique par son contenu bien qu'elle critique la philosophie ou plutôt la métaphysique, mais qui a le ton, le style, la présentation, d'une lettre. L'analyse critique des penseurs y est insérée comme dans un journal. Aussi, malgré des passages difficiles, peut-il la dédier « aux humbles et aux petits ». C'est à eux de la prononcer. L'ensemble est accessible à tous, à cause de la passion et de la foi qui le soutiennent et de l'intimité avec l'auteur qui s'établit dès les premières pages.

Pour faciliter et éclairer davantage encore cette lecture, Clavel part de Kant, sur lequel il s'appuie. Le problème du mal ? « Les « Maîtres penseurs » ou de Kant, qui est vrai ? Kant dénie à notre raison le droit et la possibilité de connaître l'Absolu — la Chose-en-soi, — réservant ce domaine à la foi. Il a dégagé (ultime) l'idée directrice de toute sa pensée : « J'ai limité le Savoir pour faire place à la Foi. »

JEAN LACROIX.

(Lire la suit. page 19.)

"La nouvelle économie française" de Jacques Attali: penser aujourd'hui la France d'après la crise.
Flammarion.

Une analyse de l'histoire économique de notre pays et un diagnostic sur les avenirs possibles. A faire pour prendre du recul.
256 pages, 36 F. Collection La Rose au Poing.
FLAMMARION

LE MONDE diplomatique
DU MOIS DE JANVIER
EST PARU
Au sommaire :
● LA JUSTICE EN QUESTION.
● LES ÉQUIVOQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE.

Fundação Cuidar o Futuro

idées

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Simone de Beauvoir

II. — « Le féminisme, maintenant, est une force »

« J'ai pensé que la victoire des femmes serait liée à l'avènement du socialisme. Or, le socialisme, c'est un rêve », a expliqué Simone de Beauvoir dans la première partie de cet entretien.

C'est encore du sort et de la situation des femmes en France, aujourd'hui et demain, que traite ici l'auteur du « Deuxième Sexe ».

« On voit bien ce que nous souhaitez pour les femmes, mais que jugez-vous possible pour elles au cours des dix ou vingt années à venir, en France ?

— Je pense que, quand même, on peut gagner quelque chose puisque nous avons déjà gagné la contraception, l'avortement. Il y a maintenant des peines contre le viol, un appel sérieux aux femmes battues. Cela crée un mouvement d'opinion, auquel même les hommes ne doivent pas être totalement insensibles ; ils doivent être plus intimidés maintenant quand il s'agit de violer ou de battre une femme.

« Je pense aussi que, si le mouvement continue d'une manière sérieuse, on pourrait arriver à une véritable égalité des salaires entre hommes et femmes, ce qui est une chose très importante ; je le dis qu'il y a égalité, mais, en réalité, on disqualifie le travail de la femme, de manière à la payer moins. Si elle fait exactement le même travail qu'un homme, on lui donne quand même un échelon inférieur, pour justifier une rémunération moins élevée. Il n'y a pas de véritable égalité des salaires.

« Je pense aussi qu'il peut y avoir une lutte sur le plan du travail ménager. C'est-à-dire que les femmes exigeront de ne plus être seules à faire le travail, à élever leurs enfants ; elles pourraient obtenir que l'Etat les aide avec des crèches et autres institutions possibles. Cela me semble intéressant de voir que maintenant il y a beaucoup de jeunes gens qui travaillent dans des maternelles, alors que l'on considérait cela comme un métier absolument féminin. Donc, je pense que dans les jeunes générations il y a une possibilité d'ouverture.

« Je pense que, si le mouvement continue d'une manière sérieuse, on pourrait arriver à une véritable égalité des salaires entre hommes et femmes, ce qui est une chose très importante ; je le dis qu'il y a égalité, mais, en réalité, on disqualifie le travail de la femme, de manière à la payer moins. Si elle fait exactement le même travail qu'un homme, on lui donne quand même un échelon inférieur, pour justifier une rémunération moins élevée. Il n'y a pas de véritable égalité des salaires.

« Je pense aussi qu'il peut y avoir une lutte sur le plan du travail ménager. C'est-à-dire que les femmes exigeront de ne plus être seules à faire le travail, à élever leurs enfants ; elles pourraient obtenir que l'Etat les aide avec des crèches et autres institutions possibles. Cela me semble intéressant de voir que maintenant il y a beaucoup de jeunes gens qui travaillent dans des maternelles, alors que l'on considérait cela comme un métier absolument féminin. Donc, je pense que dans les jeunes générations il y a une possibilité d'ouverture.

Le pouvoir, les élections

— Dans les structures institutionnelles, vous ne croyez pas à l'utilité, à l'efficacité d'organismes comme un secrétariat d'Etat à la condition féminine ? Ce secrétariat, remplacé maintenant par une « délégation », sous l'ancien régime, on disait que c'était une « mystification ». Et pas, un peu plus tard, vous avez quand même protesté contre sa suppression.

— Oui, parce que c'était encore plus net comme manière de dire qu'on ne se souciait pas de la condition des femmes. Mais c'est une mystification, tel que cela a été fait. On n'a absolument rien obtenu. Ce n'est pas par là qu'il y a eu progrès.

— Et même dans un pouvoir politiquement orienté d'autre façon, disons pour simplifier : avec un pouvoir de gauche, vous ne croyez pas qu'il faudrait créer un ministère spécial, une législation particulière aux femmes ?

— Non, je ne crois pas. Du même que l'Année de la femme ne m'a pas semblé quelque chose de valable. Je pense qu'il ne faut pas traiter les femmes séparément. D'ailleurs, les partis de gauche ne sont pas plus favorables aux femmes que les partis de droite. Le parti socialiste est très défiant de ce point de vue-là, le parti communiste aussi, c'est me [illegible] ne des raisons qui ont [illegible] à ce sujet dans groupes « maoïstes » et [illegible] beaucoup de fa[illegible] ce qu'on a vu du compte que, ou dans le parti communiste, ou dans le parti socialiste, ou dans les groupuscules gauchistes, elles étaient toujours traitées, de toute manière, comme les servantes des hommes, des subordonnées.

« Alors, elles ont pensé qu'il fallait prendre la lutte des femmes entre leurs mains, en tant que lutte des femmes et pas seulement en travaillant avec les hommes à changer le monde.

— Mais vous souhaitez néanmoins qu'elles soient beaucoup plus nombreuses à se présenter aux élections, et vous les y encouragez ?

— Pas tellement.

— Cela vous paraît secondaire ?

— Cela me paraît secondaire. Je ne suis pas tellement pour la représentation parlementaire. Les élections, je ne sais pas très bien ce que cela signifie, et je ne voit pas très bien ce que les femmes élues feront, sinon d'être des femmes-alibis, là aussi.

« Enfin, là, c'est un problème qui est assez délicat parce que, si les femmes veulent prendre le pouvoir à la manière des hommes, ce n'est pas la peine, c'est ce que nous voudrions changer justement, toutes ces hiérarchies et ces valeurs. Mais d'autre part, il est évident qu'une femme qui a des responsabilités sociales, politiques ou intellectuelles est plus à même de rendre service aux autres femmes que si elle n'a aucun instrument entre les mains.

« Bimbelment, il arrive très souvent que, si les femmes réussissent sur ce plan-là, elles se désolidarisent des autres femmes et elles pensent que, si elles ont réussi, n'importe qui peut réussir. Or c'est complètement faux parce que, si l'on réussit, c'est par des chances, ou de naissance, ou de vie, ou d'argent, et cela ne prouve pas du tout que la situation des femmes en est changée.

— En somme, le demi-échec des soixante-cinq années écoulées pour la condition des femmes en France que vous évoquez dans Tout compte fait, c'est davantage l'échec du socialisme et du changement politique que l'échec des femmes ?

— Oui, ce sont les deux. Seulement, je pense que le féminisme est quand même en assez bonne voie. Puisque ce n'était rien, vraiment, il y a quinze ans ; il y a dix ans même, c'était bien peu de chose ; et maintenant il représente une force. Tandis que le socialisme, je ne vois pas du tout qu'il ait fait des progrès.

— Vous ne le reconnaissez nulle part, en l'état actuel.

— Non, nulle part.

— Quelle société française voudriez-vous voir naître dans les années qui viennent ?

— Ce que je souhaiterais ?

— Oui.

— Ce serait un socialisme qui soit vraiment un socialisme. Mais cela me semble très difficile à réaliser dans le monde tel qu'il est parti aujourd'hui.

« Ce serait une réduction des inégalités, et même leur suppression, ce serait la cessation de l'exploitation, ce serait toutes choses qui ne sont pas réalisées non plus dans les pays dits socialistes. Par conséquent, ce serait un tel changement que je ne crois pas que cela puisse se produire avant bien longtemps.

— Donc, le socialisme, pour nous, est une conception ouverte, généreuse, idéale, mais utopique.

— Oui, absolument.

« Si je vote... »

— Alors, quel autre régime se rapproche le plus de ce que vous souhaitez ? Et, puisque [illegible] vous [illegible] ? Et vous, [illegible] que vous considérez que la gauche institutionnelle et la droite actuellement au pouvoir, c'est la même chose ?

— Non. Je pense que tout de même la gauche accorderait incontestablement plus que n'accorde la droite aux déshérités, aux ouvriers. Enfin, si je vote, je voterai évidemment à gauche et non à droite.

« Le régime actuel me semble absolu[illegible] ent corrompu. Pour [illegible] aime [illegible] ce, [illegible] pour le [illegible] mer.

— En politique, vous-même et Sartre signez une foule de textes. J'ai relevé, parmi vos dernières interventions, celles qui avaient trait à l'affaire du docteur Michael Stern, dont vous êtes beaucoup occupée, aux militants de la FAI emprisonnés à Barcelone, à un musicien nigérian, à des expulsés de Saint-Denis, à la répression en Italie, etc. Est-ce que vous croyez à l'efficacité de ces prises de position ?

— Quelquefois ; par exemple, je crois que pour le docteur Stern, cela a été assez important. Non pas ce que j'ai fait moi-même exactement, c'est son fils qui a accompli un travail remarquable. On dit aussi que nous avons sauvé la vie de certains Grecs. En tout cas, on ne peut pas ne pas signer.

De l'écriture à l'image

— Ecrivez-vous en ce moment ?

— En ce moment, je m'intéresse surtout à de possibles réalisations de mes livres au cinéma. Une amie suédoise a fait un film sur la vieillesse en s'inspirant du *Deuxième Sexe*, et j'y ai participé un peu.

— Et vous passez sans peine de l'écriture à l'image.

— Ce n'est pas moi qui passe à l'image.

— Vous regardez quand même vos œuvres passer à l'écran.

— Ce sont des réalisatrices, des metteuses en scène, je dis metteuses en scène parce que c'est surtout avec des femmes que je travaille, jusqu'ici. Naturellement, l'image ne donne pas exactement ce que peut donner un livre. Mais elle donne quelque chose d'un peu différent, de plus fort, une présence. Par exemple, dans *la Femme rompue*.

— Vous voulez faire des films aussi proches que possible de vos œuvres ou plus militants encore ?

— Ah non ! très proches. Par exemple, j'aimerais beaucoup que l'on réalise *les Mandarins*, mais en respectant le roman des *Mandarins*, tel qu'il a été écrit.

« Je n'ai jamais fait des livres militant proprement dits, à part de [illegible] ce [illegible] ment [illegible] n'a [illegible] tout ce [illegible] ment [illegible] pour le [illegible] par [illegible] être une doit être efficace, je ne pense pas qu'elle doive être militante parce qu'alors on arrive au réalisme socialiste, à des héros positifs, à des mensonges. J'ai toujours essayé dans mes livres de me tenir près de la vie réelle.

« On m'a même reproché pour mes derniers livres — *la Femme rompue* justement et puis *les Belles Images* — certaines femmes m'ont reproché de n'avoir pas mis en scène des héroïnes positives. J'avoir montré plutôt des femmes brisées, malheureuses ; j'ai fait cela parce que la condition féminine telle qu'elle est aujourd'hui, c'est ainsi que je la vois, que je la sens, et je n'ai pas envie de mettre en scène des militantes héroïques et à mes yeux inexistantes, utopiques.

— Quel est celui de vos livres auquel vous tenez le plus ? Le Deuxième Sexe, les Mandarins ?

— Le Deuxième Sexe, il se trouve que c'est celui qui a eu le plus de répercussion. Celui que je préférerais personnellement, c'est *les Mandarins*, parce que je l'ai écrit à un moment où j'étais vraiment dans le feu de la vie ; enfin, je sentais les problèmes du temps et j'ai écrit ce roman avec beaucoup de passion.

— Et moins la série Jeune fille rangée, *vos Mémoires ?*

— Ah si ! je tiens aussi beaucoup à mon autobiographie !

— Au fond, vous tenez à tout.

— Non pas à tout. Mais les *Mémoires*, bien sûr, j'y tiens, parce que c'est une manière de ressaisir toute mon existence.

— Vous lisez beaucoup aujourd'hui ?

— Oui, beaucoup.

— Et que pensez-vous de ce que vous lisez, qu'est-ce qui vous frappe ?

— Je ne lis pas beaucoup de romans, parce qu'il n'y en a vraiment pas beaucoup qui me touchent. Je lis beaucoup de livres d'histoire, des reportages, des essais, des livres d'ethnographie, des revues de psychanalyse, c'est plutôt cela qui m'intéresse.

Propos recueillis par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

FIN

La foire aux opinions

par PIERRE DROUIN

A-T-ON jamais dévoré la pulpe des idées avec cette frénésie ? A l'heure où l'on demande au consommateur de prolonger la vie des objets qu'il achète, la prodigalité des opinions s'affiche sans retenue. L'effervescence politique est pour quelque chose dans ce tourbillon, mais le phénomène prend ses racines bien plus profond dans la société. L'obsolescence des théories, du des éclairages que l'on porte sur elles, ne décourage pas les fabricants de systèmes. Frénésie du discours sous toutes ses formes, fulmination des thèmes que l'on branle comme des vérités qui abolissent toutes les autres, multiplication des canaux par lesquels arrivent les nouveaux concepts... Pourquoi ce charivari ?

La peur du vide est sans doute la première explication. A force de vivre dans la tumulte, le silence fait peur. Combien de citadins ressentent une sorte d'angoisse durant les deux ou trois premières nuits de leurs vacances passées dans un village de montagne. Combien de Français n'imaginent pas dépenser leurs jours de congés autrement que serrés sur les plages ou dans les villages de tentes. Dans l'espace intellectuel parisien, il en est de même. Tout ce qui ne vibronne pas ne compte pas. Comme les démiurges de tablettes de la Metro-Goldwyn-Mayer, ou les inventeurs de musiciens « pop », les médias imposent une rotation de plus en plus rapide des philosophes, et des économistes, des essayistes politiques ou des historiens. Il arrive que le manège fasse repasser les mêmes idées. Heureusement pour elles. Encore faut-il qu'il tourne. Sans quoi les idées ne passent plus.

Le « divertissement », comme l'entendait Pascal, est la clé des comportements. Avoir le tournis permet d'échapper à soi-même, c'est-à-dire à ses interrogations sur son destin, d'éveiller la mort. Le travail peut être une drogue. Le défile rapide des idées est une autre sorte de paradis artificiel. Il donne aux spectateurs, aux lecteurs, un sentiment de puissance. Un monde qui sécrète tant de nouveautés dans les explications de la société ne peut être à l'agonie. L'acharnement intellectuel a pris la place du spirituel. Est-ce dire que l'homme est « possédé » dans tous les sens du terme ? C'est-à-dire qu'il est livré comme un fétu de paille au gré des vents de la mode ? Ou qu'un démon l'actionne, le tourmente, s'ingénie à ne jamais le laisser en repos, dans cette place qu'il aurait conquise pourtant à force de recherches ?

Il faut savoir se servir du chaland d'idées qui passent, surtout parce qu'on sait qu'elles peuvent très vite se lasser. Piquer la curiosité, c'est aussi tenir en éveil. Et Dieu sait s'il ne fait pas bon s'endormir en ce siècle qui vous tire entre les doigts. On pourrait avoir de fâcheuses surprises au réveil.

Le vertige intellectuel, c'est aussi une sauvegarde contre les dogmatismes. Gombien déplorent de ne plus connaître de « phares » autour desquels viennent papillonner les hommes en quête de certitudes. Les équivalents de Marx et de Freud ont disparu de nos consciences en cette fin du vingtième siècle. Le « mort du père », c'est aussi cela. Faut-il s'en plaindre ? La tentation du système clos est trop forte en notre temps pour qu'on ne se réjouisse pas au contraire de ne plus disposer de personnages à fabriquer ces « parons gelées » dont parlait déjà Rabelais.

La leçon d'Héraclite pour laquel « tout coule » n'est pas la plus mauvaise. Il y a trop de vendeurs d'assurances dans une époque où le génie est celui de l'adaptation permanente. L'éducation ne peut plus être que celle de l'imagination. Une fois les disciplines de base acquises, ou plutôt redécouvertes, apprendre, c'est se mettre en position de créer.

Vibrations

La sensibilité du temps est l'une des plus précieuses qui aident à capter le vent nouveau, à frémir pour l'inédit, à vibrer pour la fugace, pour l'instant gorgé de sève. Signe de vitalité et non de décadence. L'effervescence ne meurtrit que ceux qui ont déjà enfilé leurs pantoufles. L'action doit être le fruit du rêve — plus que du système. Le mouvement perpétuel n'est pas une valeur, mais la condition du progrès. « Il est une saison des oiseaux d'une grande rareté et bien difficile à connaître, écrit Francis Picabia (1), car ces oiseaux ne se posent jamais ; la femelle pond sur leurs dos, les aile à une grande hauteur, et l'éclosion des petits a lieu avant qu'ils n'aient eu le temps d'arriver jusqu'à terre ; volent sans cesse, ignorant le repos, les battements de leurs ailes sont semblables aux battements de notre cœur : arrêt signifie mort. »

L'agitation ne résout rien, mais le dérouement constant de la satisfaction aide à franchir maints obstacles. Quand les « idées reçues » ne [illegible] plus que dans les salons empoisonnés où l'on s'efforce de conserver la trace des mentalités de la génération précédente, tout va bien. « On peut regretter les meilleurs temps, mais non pas hier aux présents. » (Montaigne.)

La foire aux opinions n'est pas la foire aux vanités. Si l'on retrouve sous un jour nouveau des thèmes anciens, comme il arrive souvent, qu'importe. Il faut proposer au lieu de « poser », choisir au lieu de moiser. Plus les idées défilèrent sous les plumes, plus la chance qu'il en sitombe une bonne sera grande. A condition qu'on ne tasse pas faire le tri par l'ordinateur. Ces bêtes-là ne sont jamais programmées pour l'instant. Or la société ne sera sauvée que par surprise.

(1) Cité dans *L'Anthologie poétique contemporaine de langue française*, publiée par Jean-Hugues Malineau sous le titre *Le Feu, le Verre, l'Eau et l'Air*. Editions Casterman, 1977.

Au-delà des murs

Le sens du « palatins » n'est pas celui du malheur. Des murs s'écroulent qui révèlent, au-delà, des merveilles. Ceux qui se plaignent que tout va trop vite ne devraient pas penser seulement à ce que la vague emporte, mais à ce qu'elle laisse sur le sable. « Les idées qui changent le monde, disait Nietzsche, arrivent sur des pattes de colombe ». Bien sûr, toutes celles qui sont brassées par la valse de l'actualité n'auront pas cette vocation. Elles se dessécheront, comme des poissons morts qui, justement, pensaient par la tête, et serviront de toilet gourlandes aux impasses du siècle. Mais d'autres fréfiteront et déclencheront des actions qui, sans elles, n'auraient jamais vu le jour.

RÉPLIQUES

A Jacques Ruffié

Nous publions ci-dessous deux extraits de lettres adressées par l'entretien avec le professeur Jacques Ruffié (le Monde des 30 et 31 décembre 1977).

Passer de l'A.D.N. à la défense de la société « libérale pluraliste » est non seulement une démarche anti-scientifique — car aucune donnée scientifique ne peut justifier le raisonnement analogique auquel se livre l'auteur — mais c'est également insupportable sur le plan de l'éthique en tant que tentative d'un scientifique d'imposer, au nom de son savoir et à son savoir, une dimension moralo-politique, en fait un véritable exercice de terrorisme intellectuel.

Je ne peux entrer en discussion au fond avec M. Ruffié sans risquer la même critique que celle que je viens de faire. Je dirai seulement que si l'homme est vraiment libre de ses attaches phylogénétiques — et il l'est beaucoup moins que ne le dit M. Ruffié, — est-ce dans l'aliénation de ses choix et de ses désirs imposés par une société « libérale » dont le seul idéal est l'hyperconsommation pour le profit d'une minorité autocratique ou dans une société autogestionnaire où chacun pourra exercer sa liberté — au sein d'un espace de liberté nécessairement réduit par la vie sociale mais bien défini et comme tel farouchement défendu — aux décisions qui l'atteignent dans sa vie de tous les jours ? (...) Quand donc les scientifiques comprendront-ils que, face au pouvoir qui les interroge pour mieux les utiliser, la seule réponse est le silence, c'est-à-dire une information scientifique mais rien au-delà. Quand donc serons-nous assez conscients pour nous imposer à nous-mêmes cette déontologie du silence ?

DOCTEUR JACQUES BENVENISTE,
ancien chef de clinique à la faculté, chargé de recherche à l'INSERM.

L'indispensable mutation

Il est réconfortant de voir grossir le nombre de ceux qui ont sur la situation et l'évolution de notre monde surindustrialisé une analyse semblable à la vôtre, c'est-à-dire objective. Important, pour sensibiliser l'opinion si malmenée par d'autres, que de telles voix se multiplient dans le « désert » public leur crédibilité est renforcée par la diversité des horizons géographiques et culturels d'où elles sont issues.

Le consensus qui s'épanouit en Europe est frappant. C'est pour en avoir pris conscience et pour l'approfondir, comme aussi pour élaborer les voies de l'indispensable mutation de notre société industrielle vers ce que nous appelons l'éco-société, que nous avons constitué, sous le nom d'« ECOROPA », une sorte d'anti-club de Rome, auquel participent d'ailleurs plusieurs membres de ce dernier.

Vous aviez intéressé, je pense, notamment par les travaux du groupe qu'anime Serge Moscovici, où figure Ernst von Weizsäcker (de l'université de Kassel), dont les vues anthropologiques semblent proches des vôtres.

EDOUARD KREBS.

Centro de Documentação e Informação Popular